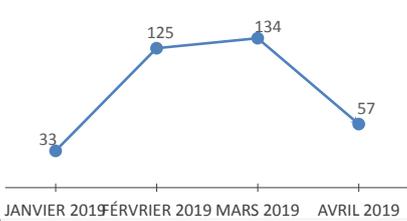


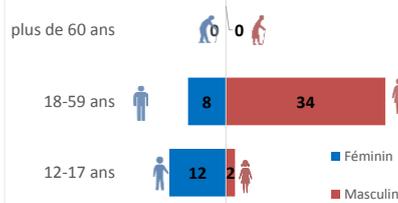
TCHAD Monitoring de Protection, Région du Lac Tchad

Mois d'avril 2019: 57 incidents de Protection enregistrés

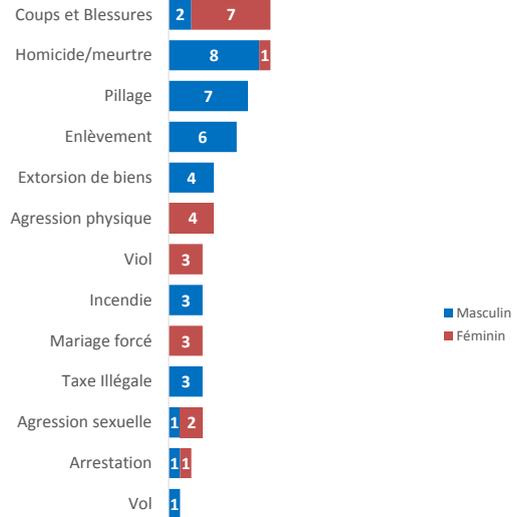
Tendance mensuelle



Tranche par sexe des victimes



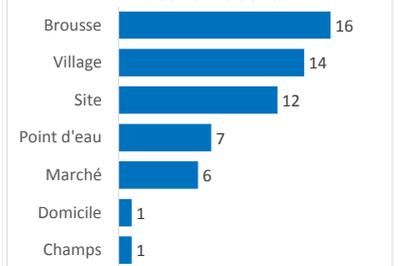
Type d'incident par genre



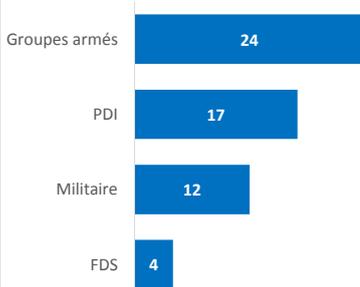
Les survivants



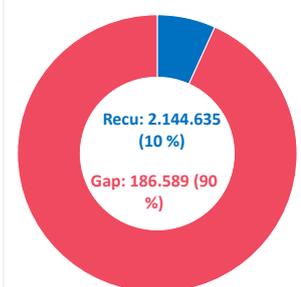
Lieux d'incidents



Les présumés auteurs



Financement



Selon la plateforme inter-agence pour le suivi de financement de la réponse humanitaire au Tchad, notamment le Financial Tracking Sheet (FTS), le Cluster Protection est financé à 10% - 2.144.635 million dollars sur les 20.683.389 millions qui ont été demandé lors de plan planification du HRP 2018 (données de décembre 2018). Les membres du Cluster Protection qui ne renseignent pas le FTS, sont vivement encourager de remplir et renvoyer le fichier Excel FTS à la Coordinatrice du Cluster.

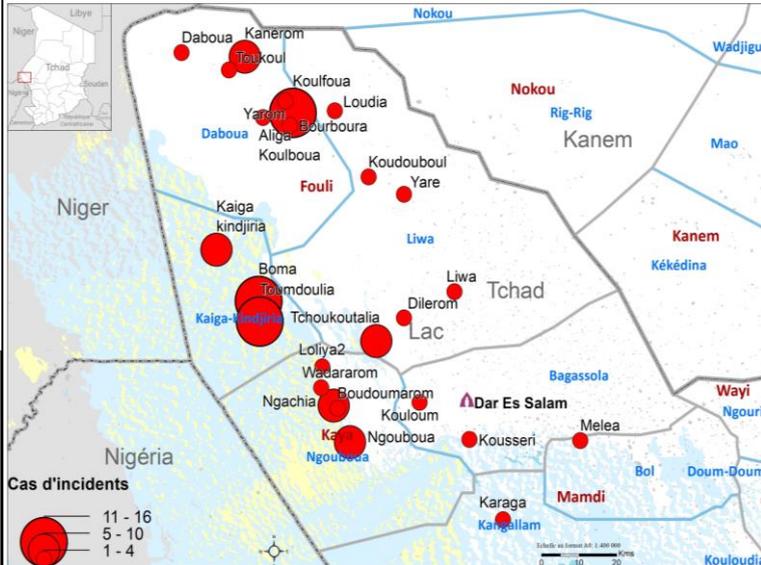
Membres du Cluster Protection (Province du LAC)

ONG Nationales:
CRT, APSELPA, AHEAS

Agences NU:
HCR, UNICEF, UNFPA

ONG Internationales:
OXFAM, COOPI, IRC, CARE, ACTED, ACTION CONTRE LA FAIM

CARTE DES SITES TOUCHÉS PAR LES INCIDENTS DE PROTECTION



SITES COUVERTS

Abourom	Doubaba	Kiskawa Bowa	Melea
Al Djazira	Dounorom	Kiskawa Nord 2	Moundi
Alkalia	Fallah	Kiskawa1,2	Nahr
Alkoufa	Farguimi	Klou	Ndjalia
Amboua	Farguimi	Kola 1	Ndjigilia
Bagasola	Fendé	Kola 2	Ngachia
Balkaram	Fendé 2	Kola 3	Ngachia village
Barga	Foga kangara	Kola 4	Ngalamia
Bibi alminé	Forclom	Kolerom	Ngarana1,2
Bibi Barkalia	Foulatari (Liwa)	Kolomna	Ngolom
Bibi barrag	Gomirom doumou	Koudouboul	Ngoradin
Blarigui	Gomirom Killi	Koudouboul	Ngorea 1
Bol	Hakouitchoulouma	Koudouboul	Ngorea 2
Boma	Haoura1	Koulbou-choarom	Ngouboua
Borora1,2	Haoura2	Koulfoua	N'guilini
Boud 1	Kabia	Koulfoua	Ridjibo
Boud 2	Kadjila	Koulfouwa	Sabre Kouta
Boudoumoram	Kafia	Koulikimé	Sidimerom
Bougour	Kaiga Ngouboua	Koulikimé 2	Taal
Bougourmie	Kaiga-Kindjiria	Koulikimé 3	Tagal
Boukar kolia	Kangalam	Kouloum	Tateverom
Boultoua 3	Kangalam	Kourodji	Tcharom
Bourboura	Kangalia	Kousseri	Tchongolet
Canton Kiskra	Kanne	Kousseri Tchoukoutelia	Tchoukouboul
Canton Liwa	Kapirom 2	Kousserie N'Gouboua	Tchoukoutalia
Chebrey	Karamgoboua	Lolia 1	Tetewa
Daboua	Karbalou	Lolia 2	Tileguimi
Dalla	Karounga	Lolia 3	Tinana
Dar Al-amni	Kaya	Lolia 4	Tirtima
Dar El-Kher	Kaya 1	Magra	Torbo
Dar naim	Kaya 2	Magui	Toumra
Diamaram	Kegua	Maikouma	Wadararom 1
Dilerom	Kidjarba	Marekrouwa	Wadararom 2
Djaouéné	Kilikara	Massakany	Werei
Djilkori	Kindja Kirtchima	Massala	Yakoua
Doboi	Kindjiria Gana	Maya	Yare
Dodji	Kirtchima	Megra	Yiga
			Zigueye

SITES COUVERTES



Aliga koulboua	Minti	Feregibi
Belegue 1	Moundi A	Kangara
Belegue 2	Nguilbia	Kangara Peuhls
Djaoune2	Tafingla	Kilerom
Kanerom	Tchoukoubarka	Koula Borora
Koulboua	Toukoul	Koulagarou
Koula Mainarom	Yarom	Manara
Loudia	Fada Toulou	Ndjelia
		Soua 2

Résumé (avril 2019)

La situation sécuritaire s'est détériorée sur l'ensemble de la zone du Lac Tchad et non-seulement dans les 'zones rouges' au nord du Litri et Kaiga Kindjiria, et au nord-ouest de Tchoukoutalia. des incidents graves de violations des droits de l'homme ont été rapportés du 25 au 28 avril 2019, principalement dans la sous-préfecture de Bagasola où se trouve la majorité des bureaux des agences humanitaires. Les attaques et pillages des biens, des enlèvements et meurtres sur les îles par les groupes armés se poursuivent. Les affrontements entre les groupes armés et les forces gouvernementales de la région sont régulièrement signalés de part et d'autres de leurs frontières. La forte présence des militaires présente des risques accrus de restes explosifs de guerre (REG). En fin mars 2019, 3 enfants âgés de 3 à 9 ans sont décédés et un autre a été grièvement blessé par un engin explosif non identifié.

En dépit de la réponse humanitaire apportée jusque-là, les populations restent encore sévèrement affectées par la crise alimentaire et nutritionnelle parce qu'elles n'ont pas encore repris leurs activités de production leur permettant de subvenir à leurs besoins. Les obstacles majeurs demeurent les restrictions sur les zones de production imposées par l'Etat pour des raisons sécuritaires, les multiples attaques des groupes armés et les aléas climatiques et endémiques qui déciment les ressources (cas des bétails) et limitent la production (agriculture).

Un déséquilibre est actuellement noté dans les moyens de subsistance des populations, ce qui pourrait expliquer en partie l'inefficacité des mécanismes d'adaptation et de réaction des populations qui retournent par exemple sur les îles non-sécurisées.

L'aide humanitaire reste très limitée pour ces personnes à cause de l'insécurité qui réduit l'accès des humanitaires aux lieux où vivent ces personnes, notamment sur les îles où même les projets financés peinent à être mis en œuvre). Par ailleurs, il est difficile de déterminer leur statut parce que ces personnes sont sans document d'identité. Cette situation entrave leur accès à la terre, inhibe le ciblage de l'assistance générale et leur fait courir le risque d'apatridie. Les hommes et les garçons restent très vulnérables parce qu'ils peuvent être indexés d'être des complices des groupes armés.

Depuis le début de l'année 2019, plus de 11,000 personnes ont été forcées de fuir leur zone d'origine dans la province du Lac. Le manque de documentation dans ce contexte de mouvements spontanés des populations est une contrainte majeure dans la vérification des nouveaux arrivés/déplacés, le suivi et la réponse appropriée à apporter.

Au total 57 incidents de protection ont été rapportés au cours du mois sous revue. Nous notons une baisse par rapport au mois précédents. Une baisse qui s'explique par les restrictions de mouvements dans la zone. Ces incidents comprennent en premier lieu les homicides, les coups et blessures, les pillages ainsi que les enlèvements. Les hommes sont les plus touchés par ces incidents soit 64 % de la population touchés. Sur la totalité des incidents, les enfants féminins constituent 19 %, les enfants masculins 4 %. Parmi les types de violations commis contre les enfants, il est à noter 6 incidents de violences sexuelles basés sur le genre (VSBG), notamment 3 incidents de viols et 3 incidents d'agressions sexuelles pour lesquelles les présumés auteurs sont des militaires.

De ces 57 incidents, 24 ont été commis par des groupes armés, 17 par des PDI, 12 par des militaires et 04 par les FDS.